

16 JAN. 2020

Direction régionale des  
affaires culturelles

à

Service régional de  
l'archéologie

VALORIPOLIS

Affaire suivie par :  
Emmanuelle BOISSARD

14 Chemin de la Plaine

emmanuelle.boissard@culture.gouv.fr

69390 VOURLES

Références : 2020/0436/EB/MNT

À l'attention de M. Yohann PATET

Lyon, le

14 JAN. 2020

**Lettre recommandée avec accusé de réception**

**Objet :** Notification d'une prescription de diagnostic d'archéologie préventive et de son attribution à un opérateur

**Références :** SAINT-LAURENT-D'AGNY (RHONE), Route de Ravel  
PA0692191900002  
Mon courrier du 26 décembre 2019  
Livre V du Code du patrimoine

**P.J. :** Arrêté n° 2020-49 du 14 janvier 2020 portant prescription d'un diagnostic d'archéologie préventive avec attribution immédiate

Monsieur,

Je fais suite à mon courrier visé en référence et vous informe qu'après examen par mes services, il apparaît que votre projet d'aménagement risque de porter atteinte à des vestiges archéologiques. Par conséquent, j'ai décidé de prescrire la réalisation d'un diagnostic qui permettra de mettre en évidence et de caractériser les éléments du patrimoine archéologique éventuellement présent. Les résultats de ce diagnostic me permettront de déterminer s'il convient ensuite de mettre en œuvre des mesures de protection ou de sauvegarde par l'étude.

J'ai l'honneur de vous notifier l'arrêté relatif à la prescription de ce diagnostic et à son attribution à l'INRAP - Direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes, seul opérateur habilité à réaliser un diagnostic sur le territoire concerné.

Je vous informe que cet opérateur est destinataire de cette décision et qu'il dispose d'un délai de deux mois, à compter de sa réception, pour vous adresser un projet de convention précisant les conditions de réalisation du diagnostic.

J'attire votre attention sur le fait que les articles L.523-7 et R.523-30 du code du patrimoine imposent le respect de certains délais pour la signature de la convention et la réalisation du diagnostic archéologique. Je vous invite, avec votre opérateur, à être vigilant sur le respect de ces délais et à me tenir informé(e) en cas de difficulté.

Je vous précise que vous êtes tenu de me faire connaître les dates de début et de fin du diagnostic au moins cinq jours ouvrables avant le début de l'opération.

Je vous rappelle qu'il vous appartient, si nécessaire, d'obtenir l'accord des propriétaires des terrains préalablement à la mise en œuvre de l'opération archéologique.

Je vous rappelle également que la mise en œuvre des mesures d'archéologie préventive prescrites constitue un préalable obligatoire à la réalisation de vos travaux.

La décision ci-jointe peut être contestée devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous apporter toutes les informations que vous jugerez utiles.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet de Région,  
et par délégation,  
Pour le Directeur régional des affaires culturelles,  
et par subdélégation  
La conservatrice régionale adjointe de l'archéologie



Marie-Agnès GAIDON-BUNUEL



Arrêté n° 2020-49 du 14 JAN. 2020  
portant prescription et attribution d'un diagnostic d'archéologie préventive

Le Préfet de région ;  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code du patrimoine et notamment son livre V ;

Vu l'arrêté du 16 septembre 2004 portant définition des normes d'identification, d'inventaire, de classement et de conditionnement de la documentation scientifique et du mobilier issu des diagnostics et des fouilles archéologiques ;

Vu l'arrêté du 27 septembre 2004 portant définition des normes de contenu et de présentation des rapports d'opérations archéologiques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2019-335 du 31 décembre 2019, portant délégation de signature à Monsieur Michel PROSIC, directeur régional des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'attributions générales ;  
Vu l'arrêté 2020-01 du 2 janvier 2020, portant subdélégation en matière d'attributions générales. En cas d'empêchement ou d'absence de M. Michel PROSIC, directeur régional des affaires culturelles, subdélégation de signature est donnée en matière d'administration générale à M. François MARIE, directeur régional adjoint des affaires culturelles. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel PROSIC et de Monsieur François MARIE, subdélégation de signature est donnée en matière d'administration générale à Monsieur Pascal MIGNEREY, directeur régional adjoint, responsable du pôle architecture et patrimoine, M. Bastien COLAS, directeur régional adjoint, responsable du pôle création, médias et industries culturelles, à Mme Jacqueline BROLL, directrice du pôle action culturelle et territoriale, dans les conditions précisées aux articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral 2019-335 du 31/12/2019 susvisé. En cas d'empêchement ou d'absence des personnes visées à l'article 1, dans la limite de leurs attributions fonctionnelles et à l'exclusion des courriers adressés aux élus, à l'administration préfectorale et aux directeurs et chefs de service d'administration centrale, subdélégation est donnée à M. Karim GERNIGON, conservateur régional de l'archéologie, et en cas d'absence ou d'empêchement à Mme Marie-Agnès GAIDON-BUNUEL, conservatrice régionale adjointe de l'archéologie et M. François DUMOULIN, conservateur régional adjoint de l'archéologie ;

Vu le dossier enregistré sous le n° PA0692191900002, permis d'aménager, déposé par – VALORIPOLIS – pour le projet « Route de Ravel » localisé à SAINT-LAURENT-D'AGNY, transmis par le Syndicat de l'Ouest Lyonnais, reçu en préfecture de région, Service régional de l'archéologie, le 20 décembre 2019 ;

Considérant que les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique : le projet est localisé sur la commune de Saint-Laurent d'Agnay, sur un territoire occupé dès l'Antiquité et situé dans la dépendance de l'abbaye de Savigny au Moyen Âge, offrant donc un contexte historique aussi bien que géographique propice à une fréquentation anthropique diachronique ;

Considérant qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de caractériser la nature, l'étendue et le degré de conservation des vestiges archéologiques éventuellement présents afin de déterminer le type de mesures dont ils doivent faire l'objet ;

Considérant que l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) est le seul opérateur habilité à réaliser un diagnostic sur le territoire concerné par le projet d'aménagement susvisé.

## ARRÊTE

**Article 1** - Une opération de diagnostic archéologique est mise en œuvre préalablement à la réalisation du projet « Route de Ravel », sis en :

RÉGION : AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



- DEPARTEMENT : RHONE  
COMMUNE : SAINT-LAURENT-D'AGNY  
Lieu-dit ou adresse : Route de Ravel  
Cadastre : Section : ZB, Parcelle(s) : 81, 77, 140p, 75p, 80

Réalisé par : VALORIPOLIS

L'emprise soumise au diagnostic, d'une superficie de 52 849 m<sup>2</sup>, est figurée sur le document graphique annexé au présent arrêté.

Le diagnostic archéologique comprend, outre une phase d'exploration du terrain, une phase d'étude qui s'achève par la remise du rapport sur les résultats obtenus.

**Article 2** - La réalisation de l'opération de diagnostic prescrite par le présent arrêté est attribuée à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

**Article 3** - L'opérateur ainsi désigné soumettra un projet d'intervention élaboré sur la base des objectifs scientifiques et des principes méthodologiques définis par le présent arrêté

**Article 4 - Objectifs scientifiques**

Le projet est localisé sur la commune de Saint-Laurent d'Agny, sur un territoire occupé dès l'Antiquité (tracé de l'aqueduc du Gier sur la commune de Mornant, *villa* de Saint-Laurent-d'Agny...) et situé dans la dépendance de l'abbaye de Savigny au Moyen Âge, offrant ainsi un contexte historique aussi bien que géographique propice à une fréquentation anthropique diachronique.

Le diagnostic aura donc pour objectif de vérifier la présence de vestiges anthropiques en lien avec des occupations toutes périodes confondues, et de les caractériser. L'opération devra permettre de rendre compte de la nature, de l'étendue, de la chronologie et du degré de conservation de ces éventuels vestiges. Des observations géomorphologiques pourront compléter ces éléments, afin notamment de décrire les dynamiques sédimentaires ayant pu favoriser, ou non, la conservation de vestiges ou de niveaux archéologiques.

**Article 5 - Principes méthodologiques**

Le diagnostic archéologique comprendra une phase de travaux de terrain et une phase de rapport.

La phase de terrain concernera l'ensemble de l'emprise délimitée sur le plan joint en annexe. L'opération sera réalisée après les travaux d'abattage et de débroussaillage sans dessouchage des éléments appelés à disparaître dans le cadre du projet.

Le Service régional de l'archéologie devra être tenu au courant du démarrage du chantier, ainsi que des découvertes significatives. L'abandon de certains secteurs en raison de contraintes trop fortes (proximité de la voirie, accès impossible, ...) devra obligatoirement faire l'objet d'une concertation entre le responsable scientifique de l'opération de diagnostic et l'agent du Service régional de l'archéologie en charge du dossier, avant d'être entériné par le Conservateur régional de l'archéologie.

L'opération sera réalisée sous la forme de sondages discontinus sur l'ensemble de l'emprise définie sur le plan annexé. L'opération assurera en moyenne l'ouverture de 10 % de l'emprise, afin de vérifier la présence ou l'absence de vestiges jusqu'à la profondeur du terrain naturel. Si les sondages mettent en évidence des structures archéologiques et/ou une stratification, des tests minutieux seront réalisés jusqu'à la cote maximale des travaux afin de pouvoir déterminer la nature des vestiges rencontrés (épaisseur, stratification, complexité), ainsi que leur étendue spatiale, tout en respectant leur conservation. Des fenêtres pourront être réalisées afin de cerner l'étendue et la densité des vestiges, de les caractériser et ou de les échantillonner. Les vestiges seront échantillonnés par type de structure et/ou niveau d'occupation. En cas de découverte de sépultures, des tests seront réalisés afin de caractériser ces dernières et de préciser leur densité d'implantation. Dans ce cas, la présence d'un anthropologue sera également nécessaire.

Dans le cadre de l'approche géomorphologique, des sondages seront conduits ponctuellement jusqu'au terrain géologique en place.

La phase de rapport devra permettre de rendre un document complet, conforme aux règles de l'art (arrêté du 27 septembre 2004 publié au J.O. du 14 octobre 2004 et complété par le cahier des charges émis par le Service régional de l'archéologie le 15/02/2008).

Le rapport devra comporter un plan des sondages portant indication du nivellement du terrain actuel et de

l'altimétrie d'apparition des vestiges, ainsi qu'une description précise de chaque sondage et de sa stratigraphie (altitudes des ouvertures et des fonds de fouilles). Les vestiges rencontrés seront décrits, dessinés et photographiés. Leur profondeur d'enfouissement sera clairement exprimée. Un plan précis des structures dégagées, ainsi que le relevé des coupes des sondages devront être fournis afin de restituer la stratigraphie générale du site. De même, le relevé et l'analyse des élévations étudiées devront être fournis. Un diagramme stratigraphique sera fourni à l'appui des hypothèses présentées. Le site sera replacé dans son contexte topographique, archéologique, historique et géographique (cadastres anciens notamment).

En cas d'opération totalement négative, une photo d'ensemble et le log des sondages constitueront une information précieuse pour replacer l'intervention dans son contexte.

Afin de permettre une meilleure coordination entre aménageur, opérateur, et services de l'État, des plans topographiques, avec indication des sondages et des structures archéologiques, seront fournis sous format numérique, et géoréférencés (format SHP, DXF ou DWG), dès la fin de la phase de terrain de l'opération de diagnostic.

**Article 6 - Responsable scientifique**

Le responsable scientifique du diagnostic, dont la désignation fera l'objet d'un arrêté ultérieur, doit justifier des qualifications suivantes : archéologue doté d'une bonne expérience de la conduite de diagnostic en milieu rural.

**Article 7** - Le Directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au Syndicat de l'Ouest Lyonnais, à VALORIPOLIS et à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Fait à Lyon, le 14 JAN. 2020

Pour le Préfet de Région,  
et par délégation,  
Pour le Directeur régional des affaires culturelles,  
et par subdélégation  
La conservatrice régionale adjointe de l'archéologie

  
Marie-Agnès GAIDON-BUNUEL



Département :  
RHONE

Commune :  
SAINT LAURENT D'AGNY

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

-----  
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL  
-----

Saint-Laurent-d'Agny (69).  
Route de Ravel

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
SDIF du Rhône  
PTGC 165 Rue Garibaldi 69401  
69401 LYON CEDEX 03  
tél. 04 78 63 33 00 -fax 04 78 63 30 20  
ptgc.690.lyon@dgif.finances.gouv.fr

Section : ZB  
Feuille : 000 ZB 01

Échelle d'origine : 1/2000  
Échelle d'édition : 1/2500

Date d'édition : 14/01/2020  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC46  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

Vu pour être annexé  
à l'arrêté  
n° 2020-49  
du 14/01/2020



Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

